

Comment l'espèce humaine survivra à l'économie du XXIème siècle

¹ Edouard Tétreau est conseiller de dirigeants d'entreprises (www.mediafin.fr) et directeur du European Council on Foreign Relations à Paris (www.ecfr.eu). Il a publié de nombreux articles et ouvrages sur la finance et la nouvelle économie, dont : *Analyste au cœur de la folie financière* (Grasset, Prix des lecteurs du livre d'économie du Sénat, 2005) ; *20 000 milliards de dollars, le nouveau défi américain* (Grasset, 2010) ; *Quand le dollar nous tue* (Grasset, 2011) ; *二十万亿美元：强大美国的背后* 出中文版, (Beijing, CHINA CITIC Press, 2012).

Introduction : Un texte pour Noël 2014

« *Cher Edouard,*

Te serait-il possible de nous offrir un article pour la revue du Conseil Pontifical de la Culture? Nous voulons que le prochain numéro soit sur l'économie (...) »

Le 10 septembre 2014, un ami prêtre, Laurent Mazas, responsable du Parvis des Gentils (cortiledeigentili.com), m'envoie ce courriel depuis Rome.

D'abord, j'ai pensé dire non. Trop de travail, en cette rentrée : de nouvelles fonctions dans un think-tank européen ; les clients à conseiller dans une période très incertaine pour l'économie et la finance mondiales ; les chroniques pour Les Echos ; un livre en retard ; les voyages en Europe, en Asie. Enfin et surtout, les enfants qui grandissent, dont les parents ne sont pas trop de deux pour s'occuper.

Et puis, l'évidence est apparue : n'était-ce pas au contraire le bon moment, et la bonne publication, universelle (Culture et Foi), pour exprimer sans réserve ma conviction profonde sur l'économie et la finance mondiales ? La conviction d'un chrétien, « pratiquant » à double titre. Je pratique depuis 44 ans ma foi, dans un pays de plus en plus mal à l'aise avec la liberté religieuse. Je pratique aussi depuis 20 ans le monde de l'entreprise et de la finance, avec une spécialité pour l'anticipation et la gestion des crises financières.

Et ma conviction est la suivante : si nous ne tentons pas vite quelque chose de radical, dont je donne une piste à la fin de cet article, les prochaines crises, technologiques et financières, risquent d'emporter bien plus que nos économies : notre humanité.

Mon espérance de chrétien est que cet appel, publié en douze langues le jour de Noël 2014, soit entendu. Voici pourquoi, et comment.

(les pages suivantes sont tirées de l'article original, publié fin 2014 dans la Revue Culture et Foi du Conseil Pontifical pour la Culture : « L'espèce humaine survivra-t-elle à la nouvelle économie ? »)

Le credo de l'ancienne économie

Lorsque j'étais étudiant au début des années 1990, l'économie était une science humaine. Après vingt années passées dans ce secteur déterminant de la culture contemporaine, comme entrepreneur, financier et observateur, je ne suis plus tout à fait certain que l'économie soit encore une science. Et je suis de plus en plus convaincu qu'elle se déshumanise.

Mes maîtres m'avaient alors appris quelques vérités que je tenais pour d'immuables évidences. Leur credo était fondé sur le triptyque suivant :

- « ***il n'est de richesses que d'hommes*** » (Jean Bodin) : là où sont les hommes, là est la croissance, l'espoir, le dynamisme, la créativité humaine. « Regardez la démographie d'un pays, et vous verrez sa richesse future ». L'économie était bien une science humaine.
- « ***le temps ne respecte pas ce qui se fait sans lui*** » (Paul Morand) : éloge de la durée, de l'investissement sur le court terme et le long terme. En économie, pas de précipitation : le temps joue pour vous. Le temps est l'ami de l'argent : les taux d'intérêt en témoignent.
- ***l'argent est si rare, et si précieux, qu'il coûte cher. Il ne peut donc être confié qu'à des personnes expérimentées et prudentes: les banquiers.*** Ceux qui sont capables d'identifier et de comprendre les risques. La finance, « au service de l'économie », est une affaire sérieuse à ne pas mettre entre les mains de n'importe qui.

Or, en 20 petites années, passées à travailler dans le monde de l'entreprise et de la finance, j'ai vu chaque pan de ce triptyque s'effondrer sous mes yeux, au fur et à mesure que s'installait la « nouvelle économie ». Celle dans laquelle le monde entier baigne aujourd'hui.

Le sujet ici n'est pas de rouvrir le débat usé de l'ancienne économie - celle des siècles passés - sur les bienfaits et les excès du capitalisme. Avec le commerce mondial, qui a brassé et rapproché les peuples, aidant à la circulation libre des marchandises, des idées et des hommes, le capitalisme, malgré des crises spectaculaires, a significativement augmenté l'espérance et la qualité de vie des hommes et des femmes, ainsi que les idéaux de liberté et de démocratie qui sont les miens. Alors que son alternative, le socialisme, aussi pavé soit-il de bonnes intentions, a plongé des peuples entiers, certains pour plusieurs générations, dans la nuit totalitaire ; la barbarie des goulags et des camps de concentration ; le viol permanent des consciences et la torture des corps.

La problématique du temps présent est la suivante : les 7,2 milliards d'êtres humains qui habitent cette petite planète sont-ils encore capables de s'adapter à la nouvelle économie ? Une économie qui n'obéit pas à des règles, mais à des pulsions, interactions et phénomènes qui font voler en éclat toutes nos représentations passées, et semble vouloir sortir les êtres humains de son équation.

Une définition de la nouvelle économie

La nouvelle économie, celle de 2014, est, pour reprendre une terminologie à la mode, une économie classique, mais « augmentée » de la combinaison de trois phénomènes se nourrissant entre eux : la mondialisation, la numérisation et la financiarisation des activités économiques humaines.

La mondialisation

La mondialisation est un phénomène ancien, et même multiséculaire. Il s'est brutalement accéléré depuis 1989, avec la chute du mur de Berlin, l'effondrement du communisme, la conversion de la plupart des pays du monde aux principes de l'économie de marché. Et le déploiement d'outils, normes et techniques facilitant la mondialisation du commerce et des activités de production (accords de libre-échange ; conteneurs ; logiciels de gestion permettant la standardisation des activités économiques et la mise en place d'un langage de travail commun ; entreprises de plus en plus mondialisées). Evoquons-le succinctement à l'aide d'un langage particulier : celui des chiffres.

A l'actif du bilan de la mondialisation :

- Plus d'un milliard d'emplois ont été créés depuis 1980².
- Depuis 1990, près d'un milliard de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté,³ tandis que la production mondiale de richesses quadruplait⁴.
- Depuis l'an 2000, la richesse mondiale des ménages a plus que doublé⁵.

Au passif du bilan de la mondialisation :

- Nous pillons tellement vite les ressources limitées de la planète que d'ici 2025, le WWF estime que 5,5 milliards de personnes vivront dans des zones de « stress hydrique », où l'eau viendra à manquer⁶
- 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2\$ par jour ; 925 millions ne mangent pas à leur faim⁷.
- Le 1% le plus riche de l'humanité possède près de la moitié des richesses mondiales⁸. Malgré une croissance qui devrait profiter à tous, ces inégalités continuent de se creuser, et avec elles le sentiment d'injustice : 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années⁹.

En somme, depuis 1989 : plus de richesses, plus de travail dans le monde. Mais des inégalités croissantes entre les pays et les individus, d'autant moins acceptées que le jeu semble se refermer au profit de quelques-uns. Et une planète aux ressources limitées, pillée aux quatre coins du globe.

² Hors emplois agricoles; *The Economist, When giants slow down*, June 2013

³ internationalement définie par le fait de vivre avec moins d'1,25\$ par jour (*The Economist*, juin 2013)

⁴ Banque Mondiale

⁵ \$Credit Suisse, *Global Wealth Databook 2014*, Octobre 2014

⁶ "The Human as Bigfoot", *The New York Times*, October 2010.

⁷ United Nations, *Resources for Speakers on Global Issues*

⁸ Crédit Suisse, *Global Wealth Report 2014*

⁹ Aux Etats-Unis, le 1% le plus riche a capté 95% de la croissance depuis 2009. Cité dans Oxfam, *En finir avec les inégalités extrêmes*, janvier 2014

La numérisation

Dans un ouvrage qui fera date sur « La souveraineté numérique »¹⁰, Pierre Bellanger, entrepreneur français du numérique, résume ainsi l'enjeu : « L'Internet ne vient pas s'ajouter au monde que nous connaissons. Il le remplace. L'Internet siphonne nos emplois, nos données, nos vies privées, notre propriété intellectuelle, notre prospérité(...) et notre liberté. » Les faits et les chiffres, jusqu'ici, lui donnent raison.

Une étude du Boston Consulting Group estime que, d'ici à 2020, les données personnelles des 500 millions d'Européens, actuellement pillées par les plateformes numériques venues d'ailleurs, représenteront une valeur de 1000 milliards d'euros¹¹. La captation de cette valeur dans le monde entier est un enjeu majeur pour ces plateformes. De plus en plus intrusives, elles surveillent, avec notre consentement, nos moindres faits et gestes, mouvements, habitudes de consommation, en vue de les anticiper, les répliquer et les vendre ; aujourd'hui à des marques de consommation, demain à des Etats soucieux de garder le contrôle sur leurs populations.

Ces plateformes de pillage de nos données et vies personnelles deviennent, avec notre consentement et la complicité passive des entreprises traditionnelles, des empires dotés de ressources bien supérieures à celles de nombreux Etats du monde.

En effet, que pèsent les Etats français, italien, argentin, britannique, criblés de dettes et de déficits, devant supporter des populations toujours plus vieillissantes, face à Google, Alibaba, Apple, Facebook, et Amazon ? Ces cinq entreprises ont une valeur combinée d'environ 1 600 milliards de dollars, une trésorerie de plusieurs centaines de milliards de dollars et des investissements en R&D (notamment en robotique, génome humain, nanotechnologies) qui leur permettent d'accroître leur avance sur des Etats bien balourds. Des Etats qui, pour subvenir aux besoins de leurs populations, ont encore la prétention de taxer les entreprises. Ce qu'ils n'arrivent même plus à faire avec les géants du numérique, si agiles et si mondialisés. Et qui contribuent, chacun à leur façon, à une évasion fiscale mondiale qui représente entre 5 500 et 26 000 milliards de dollars¹².

Qui pourra, demain, financer et lever le plus facilement une armée ? Les Etats souverains, ou Google, qui vient de mettre la main sur plusieurs firmes de robotique militaire (dont Boston Dynamics), lui permettant de fabriquer dans un futur proche des bataillons de robots militaires ? Des robots qui vous connaissent bien et sauront vous reconnaître, grâce à vos recherches sur internet, vos services activés de géolocalisation, votre réseau de contacts et d'amis (réseaux sociaux, Gmail).

La nouvelle économie, bien sûr, a d'autres facettes plus positives. Elle crée de nouveaux services, souvent gratuits ; augmente notre efficacité dans de nombreux domaines ; et génère des emplois intéressants, ajoutant services et qualité de vie à la population. Qui pourrait aujourd'hui vivre ou travailler « comme avant », c'est-à-dire sans emails, sans téléphone portable, ou en allant chercher une information dans une encyclopédie de papier, plutôt que sur internet ?

¹⁰ Editions Stock, 2013

¹¹ Financial Times, "Personal data value could reach €1tn", November 7, 2012

¹² Selon, respectivement, le FMI et le Tax Justice Network

Mais cette nouvelle économie créé-t-elle des emplois en nombre, et pour tous ? Les deux premiers employeurs privés au monde, MacDonald's et Wal-mart, le géant de la distribution américaine, emploient ensemble 4 millions de personnes. Leur valeur boursière combinée est de 325 milliards de dollars. Soit, en moyenne, une « valeur » générée par employé de 81 250 dollars.

C'est bien peu, pour les stars de la nouvelle économie : Alibaba, Facebook et Google emploient à peine 80 000 personnes, mais valent ensemble près de 800 milliards de dollars : 10 millions de dollars de « valeur » par employé. D'est en ouest, du nord au sud, un salarié de la nouvelle économie vaudrait donc cent fois plus qu'un salarié de l'économie classique...à moins que la nouvelle économie ait cent fois moins besoin de « capital humain » que l'économie classique.

L'étude « The Future of Employment » de Michael Osborne et Carl Benedikt Frey, chercheurs à Oxford¹³, est sans équivoque sur le sujet : la numérisation des activités humaines est telle que 47% des emplois actuellement référencés aux Etats-Unis sont amenés à disparaître¹⁴. Ce mouvement de remplacement de l'homme par la machine a commencé : les caisses électroniques remplacent les caissiers humains dans les supermarchés ; les robots industriels remplacent les humains dans leurs tâches de production ; en 2012, Foxconn, sous-traitant chinois d'Apple et Nokia, a annoncé qu'il achetait un million de robots pour remplacer ses ouvriers.

Quel ouvrier sera plus rentable et productif qu'un robot industriel qui ne dort jamais, ne rechigne pas à la tâche, n'a pas de problèmes personnels qui le déconcentrent ? Quel chauffeur sera plus vigilant qu'un algorithme ? Et demain, quel programmeur sera plus efficace, et plus créatif, qu'une machine à programmer dotée d'une « super-intelligence » artificielle¹⁵ ?

Les humains peuvent-ils suivre le mouvement ? Déjà, ceux qui ne sont pas « digital natives » - ceux qui n'ont pas grandi avec des outils numériques – se savent dépassés par le flux. Certes, l'être humain s'adapte à tout – il s'est d'ailleurs adapté avec succès aux ruptures technologiques passées (imprimerie, électricité, pétrole, chemins de fer). A condition de lui en laisser le temps. Or, de quel temps disposent les êtres humains face à des algorithmes dictant les décisions d'investissements et de consommation qu'ils ne sont plus capables de prendre seuls, dans la lenteur, et avec le temps de la réflexion ?

Avec la nouvelle économie se profile, non pas une autre étape du progrès technologique au service de l'humanité – ce qui serait bienvenu. Mais bien le Grand Remplacement de l'humain par la machine. Or, cette révolution économique s'inscrit dans un véritable projet scientifique, politique et philosophique : le transhumanisme, dont l'ambition est de fusionner l'homme avec la machine, pour augmenter ses compétences et, ultimement, le rendre immortel. Tel est le projet fou, mais désormais réalisable, de l'entreprise Google, dont l'ingénieur-en-chef n'est autre que Ray Kurzweil, apôtre du transhumanisme et auteur de livres à succès annonçant clairement son projet et son ambition (*The Singularity is Near : When Humans Transcend Biology, How to Create a Mind*). Car le transhumanisme n'est pas un projet caché pouvant alimenter une théorie du complot : il s'exprime librement, se donne à

¹³ http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf

¹⁴ En Europe, une estimation de l'Institut Bruegel porte ce taux à plus de 54%

¹⁵ une idée que souligne James Barratt dans « Our Final Invention: Artificial Intelligence and the End of the Human Era »

voir, dans les livres de M. Kurzweil comme dans les produits, innovations et acquisitions de Google. L'objectif n'est plus étroitement commercial ou financier depuis longtemps : il est politique voire religieux, dans le sens où il ambitionne de transformer notre façon de vivre. Et nos valeurs. Le transhumanisme fait l'apologie d'un corps et d'un cerveau humains « augmentés », enrichis d'innovations technologiques, au point de devenir immortels. Rien ne saurait résister au déploiement des technologies autour de nous, et à l'intérieur même de notre corps. Et tant pis si les frontières de l'éthique, et de l'humain, volent en éclat au passage.

Peu de pays se sont jusque-là opposés explicitement à ce déploiement – à commencer par la Chine, où le Beijing Genomics Institute travaille sur le séquençage de l'ADN de 2200 surdoués, pour pouvoir plus tard injecter le « bon » ADN à une population devant tenir son rang dans la compétition mondiale. Deux pays européens, la France et l'Allemagne, affirment une certaine résistance – mais pour combien de temps ? En Allemagne, gouvernement et *think tanks* sont en pointe sur les affaires de protection de la vie privée sur internet. Et la lettre ouverte, courageuse et lucide, du PDG d'Axel Springer, Matthias Döpfner (« Why we fear Google¹⁶ »), a entraîné une attaque en règle de Google contre le modèle économique de ce groupe. En France, quelques voix d'entrepreneurs du numérique¹⁷ alertent les consciences et les autorités politiques, notamment, européennes, sur la dangerosité de ces outils de domination. C'est le cas de Laurent Alexandre, médecin et fondateur de Doctissimo dont l'analyse du projet transhumaniste de Google fera date¹⁸ : de la multiplication des acquisitions de robots militaires par Google, au dépôt du brevet 8 543 339 B2¹⁹, permettant le tri sélectif des « meilleurs » embryons humains par Google, c'est toute une vision de l'homme et de la société humaines, qu'il convient d'« améliorer » et d'encadrer par la technologie, qui est démasquée.

Des voix se lèvent, particulièrement dans les pays européens, tels l'Espagne, l'Italie, la Pologne, où la démocratie a pu chanceler au XXème siècle, et où l'on se méfie des visions totalitaires et de leurs corollaires : l'eugénisme, la manipulation des esprits et des corps, et le rejet des faibles ; ceux que l'on a pu appeler dans le passé les Untermenschen – les sous-hommes. Dans un monde transhumaniste, les êtres humains normaux ne seront-ils pas tous des Untermenschen ?

Et où se situera demain la frontière entre un homme robotisé et un robot humanisé ? Plus la technologie avancera, plus cette frontière se brouillera, tout en excluant les humains « normaux » du système. Ou, plus précisément, ceux qui n'auront pas eu les moyens financiers d'intégrer les avancées technologiques à côté ou à l'intérieur même de leur corps. Il y aura le camp des « haves » et des « have-not ». Les pauvres humains trop humains, bons pour les maladies et la mort ; et les super-humains, bons pour l'éternité. Les humains insuffisamment « augmentés » technologiquement, qui n'auront pas suffisamment de connaissance pour voter, ou participer à la vie de la cité ; et les autres, « super-citoyens » « super-intelligents », ayant le privilège de voter. Quelle démocratie y résisterait ?

¹⁶ <http://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/mathias-doepfner-s-open-letter-to-eric-schmidt-12900860.html>

¹⁷ Olivier Sichel *et l'Open Internet Project*, Godefroy Jordan et Renaissancenumerique.org

¹⁸ <http://fr.openinternetproject.net/news/25-video-le-monde-futur-vu-par-google-et-decrypte-par-laurent-alexandre>

¹⁹ <http://www.google.com/patents/US8543339>

La financiarisation

Accompagnant la mondialisation et la numérisation, la financiarisation pousse la nouvelle économie à s'affranchir encore davantage des limites de nos réalités humaines et terrestres.

- Nous sommes 7,2 milliards d'êtres humains sur Terre. Ensemble, nous produisons chaque année des richesses d'un montant d'environ 75 000 milliards de dollars²⁰. En moyenne, chaque Terrien génère donc une richesse annuelle d'un peu plus de 10 000 dollars. Ayons en tête ce point de repère commensurable, pour mieux saisir le caractère incommensurable de ce qui va suivre.

- Chaque année, il s'échange, sur un marché détaché de toute réalité tangible autre que celle de flux électroniques, de clics sur des ordinateurs, près de 2 millions de milliards de dollars. Très précisément 1 934 500 000 000 000 dollars²¹. Il s'agit du marché mondial des devises, où l'on échange des dollars contre des euros, des yens contre des livres sterling, etc. Ce marché représente 25 fois la production mondiale de richesses. Il n'a plus aucun rapport avec la réalité économique ou sociale du monde.

- Il existe aujourd'hui une forme nouvelle d'activité bancaire : le « shadow banking », littéralement, les activités bancaires de l'ombre. Certains acteurs financiers, affranchis de toute réglementation bancaire, se sont au fil du temps octroyé la possibilité de faire comme les banques : transformer des dépôts de court terme (votre argent à la banque) en des crédits de long terme, en s'endettant. Qui est capable de contrôler le niveau de cet endettement, la nature de leurs activités, ou de vérifier si leurs bilans peuvent supporter ces risques ? En 2007, le « shadow banking », puissant facteur d'aggravation de la crise de 2008, représentait 62 000 milliards de dollars. Pratiquement la richesse annuelle de la Terre ! Après la crise, a-t-on réduit à néant, ou strictement encadré, ces activités non contrôlées ? J'ai encore à l'oreille les très beaux mots du Président des Etats-Unis, Barack Obama, stigmatisant la folie de Wall Street, et réclamant pour ces « milliardaires et millionnaires » un « contrôle parental » strict de leurs activités (« adult supervision »)²². Or, aux dernières nouvelles, le *shadow banking* pèse près de 70 000 milliards de dollars : il a augmenté !

J'ai cru, pendant quelques mois, que la très grave crise de 2008 allait être l'occasion historique pour les dirigeants du monde réel – les chefs d'Etat, ministres, chefs d'entreprises, banquiers centraux du monde entier – de reprendre la main. Les sommets des « G20 » avaient cette vocation-là. Avec de nombreux économistes, je poussais pour plus de régulation de cette finance devenue folle²³. Quelques rares voix, parmi lesquelles celle de Paul Volcker, ont tenté de faire rentrer ce mauvais génie dans la bouteille, et de désarmer les acteurs les plus dangereux de la financiarisation : les fonds spéculatifs, fonds vautours ; ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir de mettre à terre des pays entiers, tels l'Argentine. Or, au lieu de les désarmer, les institutions mondiales ont décidé de les réarmer. Telle a été la politique des banquiers centraux des grands pays du monde : les banques privées ayant, dans leur euphorie gloutonne d'avant-crise, acheté à prix d'or des actifs devenus invendables, elles ne pouvaient plus remplir leur fonction, qui était de prêter de l'argent aux entreprises, aux ménages. Les

²⁰ FMI et Banque Mondiale, qui additionnent les PIB (Produits Intérieurs Bruts) des différents pays du monde.

²¹ Source BRI – Banque des Règlements Internationaux

²² Andrew Clark, "Obama promises 'adult supervision' for Wall Street", *The Guardian*, December 19, 2008

²³ Briefing Papers de l'Institut Montaigne avant les G20 de Londres et Pittsburg, Mars et septembre 2009
<http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/reconstruire-la-finance-pour-relancer-leconomie> et
<http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/entre-g2-et-g20-leurope-face-la-crise-financiere>

banques centrales décidèrent donc, les unes après les autres, de racheter ces produits invendables, en créant de l'argent *ex nihilo*. Cela s'appelle le *quantitative easing* : depuis 2008, les dirigeants des six principales banques centrales du monde se sont ainsi employés, à partir de leurs ordinateurs, à écrire des lignes de code électronique pour créer plus de 8 000 milliards de dollars de « vrai argent » à partir...de rien ! Des liquidités, qu'ils se sont empressés de donner aux banques du monde entier, en échange des actifs invendables de ces dernières.

Les banques centrales, censées être les gardiens du temple des monnaies du monde, ont ainsi chargé leurs bilans de produits toxiques - comme elles auraient introduit une moisissure dans un coffre rempli de billets de banque. Sans doute n'avaient-elles alors pas d'autre choix raisonnable – l'alternative était la crise cardiaque du système financier mondial, faute d'être irrigué. Les banques privées ont pu pleinement profiter de l'aubaine pour reconstituer à toute vitesse leurs profits, leurs activités de spéculation. Et le niveau de leur rémunération. En 2013, les banquiers de Wall Street, qui avaient mené le système financier mondial au bord de la faillite en 2008, se sont partagé 26,7 milliards de dollars. Soit 10 milliards de plus qu'en 2008.²⁴

Les banques privées débordent de ressources inutilisées. A tel point que celles qui se voient infligées des amendes considérables - les unes pour avoir blanchi de l'argent de cartels de drogue d'Amérique latine; les autres pour avoir délibérément trompé leurs clients américains- ont un seul message à communiquer aux marchés : « même pas mal ! ». Depuis 2009, ces banques américaines et européennes ont payé plus de 128 milliards de dollars d'amendes à l'Etat américain, sans qu'aucune ne soit en difficulté. Et pour cause : toujours depuis 2009, les seules banques américaines ont dégagé plus de 500 milliards de dollars de profits²⁵.

Les entreprises suivent le mouvement. Elles non plus ne savent plus quoi faire des profits qu'elles ont accumulés. Ainsi des 500 plus grandes entreprises américaines cotées en bourse (S&P500) qui, en 2013, ont reversé 95% de leurs profits à leurs actionnaires.

Cette panne de projets, de désir ou de volonté de réinvestir l'argent du passé pour financer l'avenir, se lit aussi dans les niveaux de trésorerie dantesques des entreprises : à fin 2013, les entreprises américaines étaient assises sur 1600 milliards de dollars de trésorerie²⁶, tandis que les entreprises européennes, africaines et du Moyen-Orient thésaurisaient plus de 1 000 milliards de dollars.²⁷ Soit autant²⁸ que le capital encore non investi (à fin 2013) des fonds de private equity, que l'on appelle « dry powder » dans le jargon du métier. De la poudre bien sèche, en effet, et qui n'irrigue rien sinon les commissions de gestion de quelques *happy few*s.

« Tout ça pour ça ! ». Dans le monde entier, l'on pressurise les hommes et les femmes du secteur privé pour qu'ils soient toujours plus productifs – la menace du chômage étant persuasive : il existe plus de 200 millions de chômeurs dans le monde. 75 millions de ces chômeurs ont moins de 25 ans. Les jeunes sont trois fois plus touchés par le chômage que leurs aînés : un drame particulièrement marqué en Europe et au Moyen-Orient, et qui alimente tous les fanatismes, rapidement habillés de discours prétendument religieux et franchement xénophobes. A ces 200 millions de chômeurs viennent s'ajouter les 839 millions de

²⁴ New York State Comptroller ; 164 530 US\$ de bonus en moyenne par personne

²⁵ FDIC, Wall Street Journal, Reuters

²⁶ Moody's

²⁷ Deloitte. 3500 milliards de dollars thésaurisées par les entreprises au plan mondial à fin 2013

²⁸ Source Prequin

travailleurs vivant avec moins de 2 dollars par jour²⁹. Et les entreprises continuent, dans le monde entier, les exercices de *cost-cutting*, ne relâchant jamais la pression quotidienne pour que leurs salariés soient toujours plus performants, plus productifs...jusqu'à ce qu'un robot les remplace un jour.

Telle est la réalité de la nouvelle économie du XXIème siècle : une économie mondialisée, en voie de numérisation rapide, sur-financiarisée. Mais qui n'a pas assez confiance dans l'humanité ou l'avenir pour y réinvestir ses profits.

²⁹ BIT (International Labour Bureau)

Comment remettre l'humain au centre, et sortir du piège de la nouvelle économie ?

Comment sortir du piège de la nouvelle économie ?

Je vois deux possibilités, et deux seulement. La première est celle qu'il nous faut à tout prix éviter : c'est le scénario noir de l'accident, voulu ou subi, au cœur même du réacteur de la nouvelle économie. A savoir sur les marchés financiers mondialisés et numérisés, sur lesquels les humains ont de moins en moins prise.

Le scénario noir de l'accident

Trois accidents peuvent se produire, avec sans doute la même probabilité d'occurrence:

- ***Une crise financière comparable à 2008***, mais que le système mondial n'arriverait pas à endiguer. Avec le recul, et pour l'avoir vécu au plus près, à New York, je sais que nous sommes passés tout près d'une faillite financière mondiale. La chance ou la Providence en ont décidé autrement. Mais depuis cet épisode, aucun pare-feu significatif n'a été mis en place pour affronter le prochain incendie. D'où surgira-t-il ? Du ralentissement de l'économie mondiale, provoquant un krach obligataire en Europe ? Ou d'une faillite bancaire en Chine ? Peu importe : lorsque l'incendie se propagera dans le système financier interconnecté, il avancera loin. Et vite.

- ***Un emballement accidentel des robots de marché***. Cet accident a déjà eu lieu, à petite échelle. Le 6 mai 2010, à la bourse de New York, s'est produit ce que l'on a appelé le « flash crash ». A cette époque, les deux tiers des transactions boursières étaient réalisées par des robots (des algorithmes). Pour des raisons que personne, à commencer par le régulateur américain la SEC, n'a pu vraiment élucider,³⁰ les robots des marchés se sont emballés, détruisant en 20 minutes 862 milliards de dollars de valorisation boursière. Il a fallu une intervention humaine *in extremis* – le patron du New York Stock Exchange « débranchant la prise » du marché (annulant arbitrairement des centaines de milliers de transactions boursières) – pour que ce krach boursier sans raison soit contenu et maîtrisé. Si nous ne prenons pas les devants, nous aurons d'autres « flash crashes », à plus grande échelle, entraînant dans leur sillage les autres places financières mondiales, toutes interconnectées. Et ce d'autant plus que la part des transactions boursières automatisées, et leur vitesse, ne cessent d'augmenter. Ainsi du trading de haute fréquence, qui représente la moitié des transactions boursières aux Etats-Unis, et permet d'exécuter les ordres à la vitesse de la lumière, voire au-delà : il est désormais possible aux robots de marché d'exécuter, dans le temps d'un clignement d'œil (100 millisecondes), pas moins de 600 transactions boursières. Qui dit mieux ?

- ***Une attaque délibérée***. Un tel accident de marché mondial numérisé, susceptible de faire s'évaporer des pans entiers de richesse financière, pourra être le fruit du hasard – la complexité des machines interagissant entre elles – ou d'une stratégie délibérée de

³⁰ <http://www.bloombergview.com/articles/2012-05-07/flash-crash-story-looks-more-like-a-fairy-tale>

destruction de place financière. Si un groupe de hackers non identifiés a pu pénétrer à l'été 2014 les systèmes informatiques de la banque la plus puissante des Etats-Unis d'Amérique (JPMorgan) et dérober – pour un usage futur et encore indéterminé – les données personnelles de 76 millions de foyers américains, alors, quelles données et informations financières sont aujourd'hui à l'abri ? Quelle banque, quelle place financière peut déclarer sans ciller qu'elle est totalement immunisée contre de tels risques d'intrusion ? Henri de Castries, le PDG d'AXA, première compagnie d'assurances au monde, déclarait en avril 2014 que le premier risque des assureurs mondiaux serait bientôt le risque cyber³¹. Devant les accidents de voitures, les catastrophes naturelles, les guerres.

Qui peut regarder sereinement son compte en banque en ligne, en sachant qu'en quelques clics, en un jeu d'écriture électronique, quelqu'un quelque part pourra le vider de son contenu, et disparaître ? Si l'injection de milliers de milliards de liquidités par les banques centrales se résume, *in fine*, à l'écriture d'une ligne de code, l'écriture d'une autre ligne de code ne peut-elle pas, aussi aisément, annihiler des milliers de milliards de liquidités ?

Les investisseurs de long terme et les conseillers avisés en gestion patrimoniale ne manqueront pas de se prémunir d'un tel risque. Ils investissent aujourd'hui à tour de bras dans les actifs tangibles : entreprises, économie réelle, immeubles, terres agricoles, matières premières, énergie. Ils ont bien raison. Mais la question qui nous préoccupe n'est pas celle d'optimiser un bilan ou une situation patrimoniale. Mais d'éviter une déflagration économique, financière et sociale, à côté de laquelle les crises de 1929 ou de 2008 seraient des épiphénomènes.

Faut-il attendre un nouveau Déluge, cette fois-ci financier, pour remettre nos sociétés à l'endroit ? C'est-à-dire asservir enfin la finance à l'économie, et l'économie mondialisée à l'humanité, plutôt que l'inverse. Dominer les algorithmes et robots qui vont peupler nos sociétés, pour en faire nos serviteurs au lieu de les laisser, par confort et paresse, dicter nos préférences puis nos choix. Récupérer la souveraineté que nous avons abdiquée au profit d'empires numériques monopolistiques, plus puissants que les Etats du monde, capables de produire et lever demain des armées de machines. Et qui ont le culot ou le cynisme d'accompagner leurs actions commerciales prédatrices d'un slogan qui ne trompe personne : « don't be evil ».

« Don't be evil ». Qui nous délivrera de ce mal-là ? C'est le dernier scénario de la libération. Le seul possible : il revient aux humains, aidés d'une autorité supérieure à celles des machines ou de la finance, de se libérer eux-mêmes du piège de la nouvelle économie.

³¹ Interview dans Les Echos, 23 avril 2014

Le scénario de la libération

« Rien ne se construit en dehors des réalités », affirmait Charles de Gaulle. Or, si l'on veut construire, ou reconstruire une économie et une société mondiales en mettant l'humain au centre, il faut partir d'un constat simple : aucune puissance financière ne peut espérer contrer la puissance de feu de l'économie mondiale financiarisée de 2014. De même, aucune nation ni organisation d'Etats, aussi sophistiqués et puissants soient-ils, ne saura rivaliser avec les systèmes d'intelligence artificielle qui se déploient aujourd'hui, autour des 10 milliards d'objets connectés à l'internet, à une vitesse surhumaine – celle des ordinateurs en réseau³².

Dieu merci, les humains sont dotés d'un outil bien plus puissant. Cet outil est aussi petit qu'un grain de sable, ou de sénevé, dans une mécanique trop bien huilée. Aussi encombrant qu'un petit caillou. Ce « petit caillou » que nos aînés appelaient, en latin, « scrupulum ». Le scrupule : ce « petit caillou pointu » dans la chaussure, qui empêche d'avancer trop vite vers la catastrophe.

Le scrupule, ou l'éveil de la conscience. Le meilleur antidote contre cette nouvelle économie qui voudrait nous déshumaniser – nous « trans-humaniser », pour parler comme les mauvais prophètes de la Silicon Valley, c'est bien la conscience humaine. Aucune machine, aussi sophistiquée soit-elle ; aucun totalitarisme – et le transhumanisme en est incontestablement un ; aucune masse d'argent ne réussira à ensevelir la conscience humaine. L'Histoire humaine nous l'a montré, et particulièrement celle du siècle passé, d'Alexandre Soljenitsyne à Vaclav Havel en passant par Lech Walesa, Elie Wiesel, Nelson Mandela, Gandhi ; « *la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres*³³ » ; et Karol Wojtyła. Au XXI^{ème} siècle, la conscience humaine dominera à nouveau les machines et la finance, comme elle a eu raison des totalitarismes du XX^{ème} siècle.

« Un marteau voit des clous partout », et certains entrepreneurs et ingénieurs de la Silicon Valley, de Bangalore en Inde ou de Zhong Guancun en Chine ne voient dans les êtres humains que des tas de chair, d'os et d'intelligence réductibles à une équation, à des molécules ; et donc reprogrammables et modifiables à l'infini. Il est aussi vrai que certains financiers de Wall Street, de la City ou de Hong Kong ne voient dans les êtres humains qu'une série de cash-flows, une capacité de travail, un patrimoine à valoriser et exploiter. Mais nous savons, même scientifiquement, qu'ils ont déjà perdu la partie. Lors de travaux auxquels je participais au Collège des Bernardins à Paris, école-cathédrale du XIII^{ème} siècle, ressuscitée et sortie de terre en 2004, après une mise au tombeau de deux siècles – la Révolution Française était passée par là -, fut évoqué le « Human Brain Project », et les travaux de pointe sur le cerveau humain réalisés par l'université Bar-Ilan à Tel-Aviv. Pour citer l'un de ces chercheurs : « *On a réussi à isoler, pour un jour les dupliquer, toutes les fonctionnalités du cerveau humain, sauf une : la conscience.* »

Cette conscience-là n'a pas abdiqué. Aux Etats-Unis, pays leader de la nouvelle économie, la voix de la conscience s'appelle la philanthropie. Le « give-back ». Chaque année, 95% des foyers américains donnent aux associations caritatives, pour un total de plus de 300 milliards de dollars.³⁴ Voilà une première piste pour désamorcer le piège dans lequel nous met la nouvelle économie, et remettre l'homme au centre.

³² Source IMS

³³ André Malraux, discours du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, 19 décembre 1964

³⁴ National Philanthropic Trust

La deuxième piste est européenne : il s'agit de l'émergence, lente mais régulière, de l'économie du partage. En Europe sans doute plus qu'ailleurs existe la conscience d'un monde aux ressources, humaines et naturelles, limitées. Alors, plutôt que d'adopter des attitudes prédatrices et mercantilistes, qui abondent dans le reste du monde, on y fait le choix de partager ce qui est rare, en évitant autant que possible la transaction monétaire. On partage ou échange un trajet en voiture. Un service à domicile. Un logement. L'humain reprend ses droits ; la communauté, locale aussi. L'économie du partage – utiliser un bien plutôt que de le posséder – a un bel avenir devant elle³⁵.

La philanthropie américaine, et le sens européen du partage. L'Asie n'est pas en reste dans ces registres : Jack Ma, le fondateur d'Alibaba et première fortune chinoise, a la volonté et le potentiel pour devenir le plus grand philanthrope du début du XXIème siècle, et inspirer un nouveau modèle de développement à ses compatriotes.

Le partage et la philanthropie. Aucun algorithme ne saura dupliquer, ou anticiper, ces surgissements de la conscience humaine, qui aura le dernier mot. Mais comment la faire ressurgir, sans tarder, dans une nouvelle économie qui se déshumanise à grande vitesse ?

Une voie technique mérite d'être explorée sur le moyen terme, avec les organisations mondiales outillées pour cela (FMI, Banque Mondiale, ONU) : celle des normes, et des « labels » de consommation. Le moment est venu d'imposer, mondialement, des normes tout simplement humaines à la mondialisation, la numérisation et la financiarisation de nos économies. « Human inside ». Travailler avec, et primer, les entreprises et institutions financières privilégiant de façon concrète et mesurable, dans leur processus de création de richesses, l'humain plutôt que le transhumain ou les machines ; la philanthropie (des actionnaires, dirigeants, salariés) plutôt que leur rapacité ; le partage plutôt que la prédation. Il ne s'agit pas uniquement de relier la création de richesses à la création effective d'emplois par une entreprise – ce serait déjà un bon début, mais insuffisant : les conditions du travail effectué, et son impact sur l'environnement – ce que nous les Chrétiens appelons la Création, doivent tout autant être prises en compte. Comme devront être prises en compte les conditions de vie de celles et ceux, sans doute de plus en plus nombreux, qui ne pourront plus participer directement à l'économie productive.

Voilà un vrai programme d'actions, que devraient entreprendre d'urgence ces organisations mondiales, mais aussi tous ceux qui sont en responsabilité et en pointe dans les développements de la nouvelle économie, des financiers de Wall Street et Hong Kong aux ingénieurs de la Silicon Valley et de Pékin, en passant par Londres, Berlin, Tel-Aviv, Bangalore, et tous les « hubs » technologiques et financiers qui préparent le monde dans lequel nous vivrons demain. Ce programme prendra du temps. Or, c'est aujourd'hui que le surgissement de la conscience humaine, dans une économie qui l'est de moins en moins, doit avoir lieu. Ce surgissement a besoin d'une « springboard » : une planche de saut, comme il existe des planches de salut. Celle que peut donner une autorité morale et spirituelle supérieure.

Je rêve qu'un jour proche, dans un monde de plus en plus barbare, où la conscience humaine s'éclipse, un homme investi d'une telle autorité morale et spirituelle se lève. Prenne son bâton de pèlerin. Se dirige droit vers ce qui est aujourd'hui le centre de l'économie mondiale, et le

³⁵ En 2012, deux tiers des Britanniques et un Allemand sur quatre étaient des « co-consommateurs. (Arte, juillet 2013).

siège des Nations Unies : New York. Qu'il embarque avec lui, sans réserve ni exception, tous les leaders des grandes religions. Et qu'ensemble, ils aillent porter aux leaders économiques, financiers et politiques du XXIème siècle, ce message simple : « tear down this wall ». A l'image de Saint Jean-Paul II à partir de 1978 puis de Ronald Reagan avec le mur de Berlin en 1987, qu'ils somment les élites mondiales de faire tomber ce mur improbable. Ce mur de l'argent fou et des technologies aliénantes, qui sépare les hommes, exacerbe les inégalités, rivalités et violences entre eux. Ce mur invisible mais agissant, qui pousse les êtres humains à sortir de la vie démocratique, économique et sociale, au profit de machines sans âme.

« Tear down this wall ». Qui saura imposer, avant qu'il ne soit trop tard, ce surgissement de la conscience humaine, cette option préférentielle pour l'homme?

Qui d'autre que le Pape François, ailleurs qu'à New York, cinquante ans après le Discours pour la Paix de Paul VI à l'ONU, peut porter un tel message de libération ?

.....

Post-scriptum : Et demain ?

(texte rédigé après l'édition de la revue Culture et Foi de décembre 2014, et après la confirmation le 17 novembre 2014 de la venue du Pape à New York en septembre 2015)

Le message de libération du Pape François à New York est attendu. Il constituera une brèche dans le mur en apparence implacable de l'argent fou et dominateur du XXIème siècle. Le mur, aussi, des technologies déshumanisantes. Et c'est dans cette brèche que devront s'engouffrer, ensemble, les grandes religions monothéistes, mais aussi les philosophies laïques mettant la dignité humaine au-dessus de tout, pour proposer des chemins concrets de ré-humanisation de nos économies et sociétés.

Or, dans ce registre, l'Eglise catholique propose depuis maintenant plus d'un siècle une doctrine sociale proposant des réponses aux défis du moment.

Ainsi des principes absolus de dignité et de respect de la personne humaine. Une personne intangible, et qui ne saurait être exploitée: « l'ordre des choses doit être subordonné à l'ordre des personnes, et non l'inverse.³⁶ » Les transhumanistes et autres docteurs Folamour repasseront.

Comment vaincre la financiarisation de nos économies, sinon en rendant concret le principe de la "destination universelle des biens"³⁷ ? Nous sommes propriétaires certes des biens de la Création, mais plus encore dépositaires : à nous de les faire fructifier, pour ceux qui vivent autour de nous et qui vivront après nous. Ainsi se dessinent les contours d'une finance durable³⁸, au service de ce que nous appelons le Bien Commun.

Enfin, comment répondre aux défis de la mondialisation, aussi riche d'opportunités que de dangers, sinon en faisant émerger enfin une « autorité publique universelle »³⁹ ? Celle qui pourrait être un jour une nouvelle Organisation des Nations Unies, qui fasse enfin toute la place dans ses instances faïtières aux puissances du XXIème siècle : celles de l'Amérique Latine, de l'Asie hors la Chine, des mondes musulmans. Une nouvelle ONU qui mette tout en haut de son agenda la ré-humanisation de nos économies et sociétés, sans laquelle il ne saurait y avoir de paix durable entre les peuples.

Ce sera l'autre défi du Pape François à New York : redonner à l'ONU une vocation et une légitimité qu'elle semble avoir égarées, 70 ans après sa création, et 25 ans après la chute du mur de Berlin. Un défi en forme d'espérance.

³⁶ Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise -

http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/justpeace/documents/rc_pc_justpeace_doc_20060526_compendio-dott-soc_fr.html

³⁷ Ibid

³⁸ Esquissée dans « L'espérance d'un Européen », de François Villeroy de Galhau (Odile Jacob, 2014)

³⁹ Jean XXIII, Mater et Magistra, 1963